

**EXTRAIT DU REGISTRE DES  
DELIBERATIONS DU COMITE  
SYNDICAL DU 8 DECEMBRE 2014**

Envoyé en préfecture le 17/12/2014

Reçu en préfecture le 17/12/2014

DELEGUES :	Affiché le	SEBA EAU
Nombre		79
Quorum		40
Présents		48
Pouvoirs		3
Votants		51
Abstentions		0
Suffrages exprimés		51
Majorité requise		26
Pour		51
contre		0

**OBJET : N° 1.2. – ORGANISATION INSTITUTIONNELLE –  
MODIFICATION REGLEMENT DE SERVICE AEP – ANNEXE DEGREVEMENTS -**

L'an deux mille quatorze, le huit du mois de décembre, à dix-sept heures trente, les membres du COMITE SYNDICAL du SYNDICAT DES EAUX DU BASSIN DE L'ARDECHE - S.E.B.A. -, se sont réunis au siège du Syndicat à la Sigalière à LARGENTIERE, sur la convocation qui leur a été adressée par le Président du Syndicat conformément au Code Général des Collectivités Territoriales (article L 5211-8), sous la présidence de Monsieur Jean PASCAL, Président du Syndicat.

Conformément aux statuts du Syndicat et aux dispositions du règlement intérieur du syndicat, participent à la présente délibération tous les délégués énumérés ci-dessous.

Titulaires présents avec voix délibérative :

<b><u>SEBA PRODUCTION ET DISTRIBUTION A L'USAGER : pour les communes adhérentes directes :</u></b> MM. LANGLET Patrick (Les Assions) / CONSTANT Bernard (Balazuc) / VENDEVILLE Patrice (Banne) / MATHIEU Jean-Claude (Beaulieu) / BALMELLE Robert (Berrias -Casteljau) / FAUGIER Christian(Chandolas)/ MME MOUTERDE Hélène et M. SERRE-CHAMARY René (Chassiers) / MM. PLANTEVIN Patrick (Chauzon) / GIRAUD Jacky (Chazeaux) / PASCAL Jean (Faugères) / LEYNAUD Jean-Marc (Joannas) / LEGENDRE Yves (Laurac en Vivarais) / BELLOT James (Meyras) / VIELLARD Jean-Léon (Pradons) / AUDIBERT François (Ribes) / IMBERT Guy (Rocher) / CHARRIERE Jacques et PERBOST Serge (Ruoms) / DEVANCIARD Gilles (St Alban Auriolles) / GARRIDO Jean-Manuel (St André de Cruzières) / MERINE Philippe (St Privat) / OZIL Raymond (Sampzon) / DUGAS Laurent (Tauriers) / Mme CHARROUD Annie (Ucel) / MM. LECOSSOIS Jean-Marie (Uzer) / SAUBIN Philippe et LACROTTE Robert (Vals-Les-Bains) / VEYRENC Eric (Vernon) / GRASSET Guillaume (Vinezac)	<b><u>SEBA PRODUCTION ET FOURNITURE EN GROS : pour les communes adhérentes directes :</u></b> M. CIVIER Stéphane (Aubenas) / Mmes TOURRE Nathalie et CHASTAGNIER Geneviève (Joyeuse) / M. BARALE Ange et Mme MAIRESSE Nadine (Vallon Pont d'Arc) <b><u>SEBA PRODUCTION ET FOURNITURE EN GROS : pour le Syndicat d'adduction de BARJAC :</u></b> MM. UGHETTO René et MARRON Jacques <b><u>SEBA PRODUCTION ET FOURNITURE EN GROS : pour le Syndicat « OLIVIER DE SERRES » :</u></b> MM. BACCONNIER Jean-Claude et FALLOT Joseph <b><u>SEBA PRODUCTION ET FOURNITURE EN GROS : pour le Syndicat ST ETIENNE-DE-FONTB./ ST SERNIN :</u></b> M. DURIEU Jean-Marie <b><u>SEBA ASSAINISSEMENT : pour les Communautés de Communes :</u></b> MM. GARRIDO Jean-Manuel (CDC Pays des Vans en Cévennes)
---	---

Titulaires ayant donné procuration :

<b><u>SEBA PRODUCTION ET DISTRIBUTION A L'USAGER : pour les communes adhérentes directes:</u></b> M. ROURISOL Denis (St Privat) à M. MERINE Philippe Mme EL FARKH Marie (Vals-Les-Bains) à M. SAUBIN Philippe	<b><u>SEBA PRODUCTION ET FOURNITURE EN GROS : pour les communes adhérentes directes :</u></b> M. IMMACOLATO Jean-Pierre (vallon Pt d'Arc) à M. BARALE Ange
---	---

Titulaires excusés :

<b><u>SEBA PRODUCTION ET DISTRIBUTION A L'USAGER : pour les communes adhérentes directes:</u></b> Mme CHAGOT Patricia (Gros-pierres) / MM. CHARRON Claude et ORIVES Eric (Lalevade d'Ardecche) / VEYRENC Yves (Pont de Labeaume) / PETROLACCI Raymond (Prunet) / SERRE Michel (St Alban Auriolles) / MEISS Bernard (Saint Andéol de Vals) / BOISSEL Jean-Luc (Saint Julien du Serre) / JAUFFRE Michel (St Pierre de Colombier) / OLIVIER Robert (Sanilhac) / SOUTEYRAND Marc (Ucel) / MANENT Pierre (Vinezac)	<b><u>SEBA PRODUCTION ET FOURNITURE EN GROS : pour le Syndicat « OLIVIER DE SERRES » :</u></b> Mme CHAGNOL Dominique et M. LADREYT Jean-Pierre <b><u>SEBA ASSAINISSEMENT : pour les Communautés de Communes :</u></b> Mme CHAGNOL Dominique (CDC Gorges Ardecche) / M. MANENT Pierre (CDC Vinobre)
--	---

Titulaires absents :

<b><u>SEBA PRODUCTION ET DISTRIBUTION A L'USAGER : pour les communes adhérentes directes :</u></b> Mme TAULEIGNE Lise (Fabras) / MM. FLAMBEAUX Patrice (Labeaume)/ PONTIER Jean-Yves et CLADT Bernard (Labégude) / CHAMBON Roland et BALAZUC Thierry (Lachapelle S/s Aubenas) / ROSE Hermand et Mme AMET Maryse (Largentièrre) / MM. RISSE Michel (Malbosch) / RAMANMALI Angelin (Montréal) / GIBERT Alain (Rocles) / Mme KONARZEWSKI Jessica et M. ROURE Sébastien (Rosières) / Mme MESSAoudi Simone (Ruoms) / M. AVIAS Cyrille-Christophe(Ucel)	<b><u>SEBA PRODUCTION ET FOURNITURE EN GROS : pour les communes adhérentes directes :</u></b> MM. ETIENNE Claude (Chirois) / CONTESSO Franck (Fons) <b><u>SEBA PRODUCTION ET FOURNITURE EN GROS : pour le Syndicat d'adduction de BARJAC :</u></b> M. CHAULET Edouard <b><u>SEBA ASSAINISSEMENT : pour les Communautés de Communes :</u></b> M. PONTIER Jean-Yves (CDC Aubenas-Vals)
--	---

Suppléants présents avec voix délibérative :

<b><u>SEBA PRODUCTION ET DISTRIBUTION A L'USAGER : pour les communes adhérentes directes :</u></b> MM. MAURICE Fabrice (Gros-pierres) / BAYONI Jacques (Pont-De-Labeaume) / PASCAL Mehdi (St Andéol-De-Vals) / FARGIER Gérard (St Pierre-De-Colombier) / Mme RODIER Ginette (Sanilhac)	<b><u>SEBA PRODUCTION ET FOURNITURE EN GROS : pour le Syndicat « OLIVIER DE SERRES » :</u></b> Mme RAOUX Chantal <b><u>SEBA ASSAINISSEMENT : pour les Communautés de Communes :</u></b> M. CHARRIERE Jacques (CDC Gorges de l'Ardecche)
---	--

Le Secrétaire de séance est : M. GRASSET Guillaume

- 1/2 -

« La Sigalière » – Les Vergnades – 07110 LARGENTIERE

Tél. 04 75 89 96 96 – Fax : 04 75 89 96 97 – E.mail : [administration@seba-eau.fr](mailto:administration@seba-eau.fr) - Site internet : [www.seba-eau.fr](http://www.seba-eau.fr)

**OBJET : N° 1.2. – ORGANISATION INSTITUTIONNELLE –  
MODIFICATION REGLEMENT DE SERVICE AEP – ANNEXE DEGREVEMENTS –**

Le règlement syndical de dégrèvement est une pièce annexe au règlement de service de l'eau potable, modifié par délibération du Comité Syndical du 19 novembre 2012.

Ce règlement est désormais redondant avec les dispositions de la Loi WARSMANN et de son décret d'application.

Aujourd'hui, force est de constater que la mise en application de l'actuel règlement relatif aux dégrèvements s'avère à la fois complexe d'utilisation et chronophage pour les services tant du SEBA que pour ceux du Délégué. En effet, chaque demande, une fois traitée en première instance chez le Délégué SAUR, est ensuite envoyée dans les services du SEBA pour accord et suivie d'une réponse individualisée avec copie au Délégué pour application sur la facture à l'usager, après avoir procédé à un comparatif entre les deux systèmes existants : réglementaire et syndical.

L'analyse de la demande de dégrèvement prévoit deux modes de calcul distincts selon que la situation des usagers concernés relève de la loi WARSMANN, conformément au décret 2012-1078 publié le 24 septembre 2012, ou du règlement interne du SEBA pour les usagers ne répondant pas aux critères de ladite loi. Or, il s'avère que ces deux possibilités peuvent être source d'erreurs d'appréciation ou de calcul, préjudiciables aux usagers concernés.

Aussi, il est proposé la suppression du règlement interne existant et la mise en application des dispositions suivantes en lieu et place dudit règlement :

- Prise en charge systématique de l'ensemble des dossiers de demandes de dégrèvement par le Délégué qui appliquera l'ensemble des dispositions de la loi WARSMANN, dispositif étendu aux biens non assurables des Collectivités Locales (non prévue par cette loi),
- Information auprès des usagers concernés ne relevant pas des dispositions prévues par la loi WARSMANN en les orientant vers d'autres dispositifs mis en place par ailleurs :
  - o Par les assureurs pour la prise en charge des frais engagés ;
  - o Par le Délégué dans le cas de mise en place d'échéancier ;
  - o Par le Fond Unique Logement (aide sociale).

La Commission Consultative des Services Publics Locaux, lors de sa réunion du 2 décembre 2014, a émis un avis favorable à l'unanimité de ses membres présents, tel que joint **en annexe**.

Le Comité Syndical est appelé à se prononcer sur les propositions suivantes :

- Décider la modification du règlement de service de l'eau potable par la suppression de son annexe relative à l'actuel règlement syndical de dégrèvement,
- Décider de la mise en place des dispositions mentionnées ci-dessus, en lieu et place du règlement existant,
- Adopter lesdites dispositions à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2015.

Après en avoir délibéré, le Comité Syndical, à l'unanimité des membres présents ou représentés, **ADOpte** ces propositions.

POUR EXTRAIT CERTIFIE CONFORME  
Le Président du Syndicat,

Jean PASCAL

JP/RT

## **EXTRAIT DU REGISTRE DES AVIS DE LA COMMISSION CONSULTATIVE DES SERVICES PUBLICS LOCAUX DU 2 DECEMBRE 2014**

### **SUR LA MODIFICATION DU REGLEMENT DU SERVICE ALIMENTATION EN EAU POTABLE - DEGREVEMENTS -**

L'an deux mille quatorze, le deux du mois de décembre à quatorze heures trente minutes, la Commission Consultative des Services Publics Locaux du S.E.B.A., dûment convoquée par le Président du Syndicat, s'est réunie au Siège du Syndicat à la Sigalière à LARGENTIERE sous la présidence de Jean PASCAL, Président du Syndicat.

#### **Présents :**

Président du Syndicat :

- M. Jean PASCAL,

Association des Consommateurs  
de la Fontaulière :

- M. Jacques COLOM Y CANALS

UFC QUE CHOISIR :

- M. Jean-François TODESCHINI-DEIBER

#### **Excusé :**

Délégué du Comité Syndical :

- M. Michel RISSE,

#### **Absents :**

Délégués du Comité Syndical :

- M. Angelin RAMANMALI,  
- Mme Annie CHARROUD,  
- Mme Lise TAULEIGNE,

ASSECO CFDT :

- M. Guy CLEMENT

UDAF :

- M. Benoît MONTICCIOLO,

#### **Assistaient également à la réunion :**

SAUR :

- M. Yoann RENAULT,

SEBA :

- M. Gilles THOMAS, Directeur Général des Services,  
- Mme France NUBLAT, Directrice des Services Techniques,  
- Mme Catherine HEQUETTE, Chef des Services Administratif et  
Financier.

Le Directeur Général des Services fait part d'une modification de l'ordre du jour du Comité Syndical du 8 décembre 2014 et du rajout d'un point relatif au Règlement du Service Alimentation en Eau Potable concernant les dégrèvements.



Le Président propose à la Commission de se prononcer sur le règlement pour le service alimentation en eau potable du SEBA et notamment sur le point relatif aux dégrèvements.

En effet, le règlement de dégrèvements est une pièce annexe au règlement de service de l'eau potable modifié par délibération du Comité Syndical du 19 novembre 2012. Ce règlement est désormais redondant avec les dispositions de la Loi Warsmann et de son décret d'application. La mise en application du règlement actuel, interne au SEBA, s'avère chronophage et complexe d'utilisation pour les services.

Chaque demande, une fois traitée en première instance chez le délégataire SAUR, est envoyée dans les services du SEBA pour accord et suivie d'une réponse individualisée avec copie au délégataire pour application sur la facture à l'utilisateur, après avoir procédé à un comparatif entre les deux systèmes existants : réglementaire et syndical.

Le règlement de dégrèvement prévoit deux modes de calcul selon que la situation des usagers concernés relève de la loi WARSMANN, conformément au décret 2012-1078 publié le 24 septembre 2012, ou du règlement interne du SEBA pour les usagers ne répondant pas aux critères de ladite loi. Or, il s'avère que ces deux possibilités peuvent être source d'erreurs d'appréciation ou de calcul, préjudiciables aux usagers concernés.

Aussi, il est proposé la suppression du règlement interne existant et la mise en application des dispositions suivantes en lieu et place dudit règlement :

- Prise en charge systématique de l'ensemble des dossiers de demandes de dégrèvement par le Délégué qui appliquera l'ensemble des dispositions de la loi WARSMANN, dispositif étendu aux biens non assurables des Collectivités Locales (non prévue par cette loi),
- Information auprès des usagers concernés ne relevant pas des dispositions prévues par la loi WARSMANN en les orientant vers d'autres dispositifs mis en place par ailleurs :
  - o Par les assureurs pour la prise en charge des frais engagés ;
  - o Par le Délégué dans le cas de mise en place d'échéancier ;
  - o Par le Fond Unique Logement (aide sociale).

A l'unanimité des membres présents, la Commission émet un avis favorable sur ces propositions.

**Après avoir recueilli cet avis, le Président rappelle :**

- que cet avis sera communiqué au Comité Syndical lors de sa séance du 8 décembre 2014 ;
- que cet avis sera joint à la délibération dudit Comité Syndical.

Pour extrait certifié conforme,

Le Président du Syndicat,

Jean PASCAL